

Coordination inter-associative de Lutte contre l'Exclusion

Colloque annuel organisée dans le cadre de la
Journée mondiale du refus de la Misère



Compte-rendu des débats du 16 octobre 2023 à Ajaccio

“Une Corse moins pauvre demain ?”

Chaque année, la Coordination inter-associative de Lutte contre l'Exclusion (CLE) organise un colloque entre différents acteurs de la société pour faire progresser la prise en charge de la précarité en Corse et s'efforcer à en identifier, donc à en réduire, les causes.

Cette conférence, la quatrième du genre, est rattachée aux différentes manifestations de la Journée mondiale du refus la Misère. Elle est organisée par la CLE qui regroupe 15 organisations humanitaires insulaires, à savoir : A Fratellanza, Avà Basta, Avà Simu, Croix-Rouge, Fraternité du Partage, Falep, Falepa Corsica, Entraide Protestante, Hors Normes, Les Uns Visibles, Médecins du Monde, Présence Bis, Restos du Cœur, Secours Catholique, Secours Populaire.

Cet instant entre deux gouttes...

“Ce colloque affirme, tranquillement, que la pauvreté est l'œuvre des hommes, elle n'est pas le fruit du hasard.

Ce colloque témoigne, clairement, que nos actions, aussi nombreuses et généreuses qu'elles soient, ne suffiront pas, à elles seules, à faire reculer la misère et à éteindre l'incendie. C'est d'une stratégie globale, incluant tous les talents, dont nous avons besoin aujourd'hui.

Nos actions sont nécessaires, elles ne sont pas suffisantes :

Nous traitons l'urgence, il nous manque la prévention ;

Nous accompagnons les stades terminaux, il nous faut du curatif ;

Nous répétons et multiplions les mêmes gestes de sauvetage, il nous faut des chercheurs ;

Nous agissons dans les lieux où frappe la misère, il nous faut des vigies ;

Nous déployons nos talents, il nous faut un chef d'orchestre.

Dès lors, pourquoi persister à mener des actions qui soulagent, mais ne résolvent rien ? Parce qu'elles soulagent.

Pourquoi s'acharner aux gestes d'urgence qui ne guérissent pas ? Parce qu'ils en sauvent quelques-uns.

Pourquoi continuer, nous, si petits, devant ce mal immense ? Parce que nous sommes le colibri de la légende, ce minuscule oiseau qui jette de son bec quelques gouttes d'eau sur un immense incendie, dont d'aucuns moquent le dérisoire d'un geste inutile ; mais, un colibri qui leur répond entre deux becquées : “Je fais ma part”.

Les autres, plus puissants, aux talents différents, aux moyens plus grands, ébranlés par ce geste dérisoire se mettent alors, eux aussi, à faire leur part.

Vouloir une Corse moins précaire, Fédérer les talents pour que la pauvreté recule,

Rassembler tous les acteurs autour d'une véritable stratégie contre la misère, Faire sa part :

Ce n'est pas un rêve, c'est le sens de ce rendez-vous, un moment de partage pour construire ensemble une Corse moins pauvre.

Ce colloque, c'est ce moment suspendu entre deux becquées, cet instant entre deux gouttes d'eau.” •

François PERNIN, lors de son appel lancé pour la tenue de ce colloque.



– Avant-propos –

Cette année, cinq thèmes qui pèsent sur la précarité en Corse ont été choisis pour alimenter la réflexion de la CLE et de ses partenaires :

1/ La compréhension systémique du monde comme un moyen d'aider aux solutions, par l'éducation populaire, la mixité sociale et intergénérationnelle, une nouvelle approche des difficultés des plus pauvres dans les secteurs de l'alimentation, de l'énergie, de l'habitat, de la santé.

Sujet abordé par Jean-Philippe PERNIN, responsable d'enseignement à l'Université inter-âges du Dauphiné, co-président de l'Association de préfiguration de la Maison de l'Anthropocène de Grenoble qui place l'augmentation des inégalités et de la pauvreté comme l'un des constituants du dérèglement du Système Terre-Humain.

Thème de son intervention : “Comprendre pour agir : quel avenir pour l'humain sur notre planète ?”

2/ Les dérèglements climatiques et leurs conséquences sur l'environnement, nos ressources, la santé, l'appauvrissement des populations.

Sujet abordé par Hyacinthe CHOURY, secrétaire général du Secours Populaire de Corse. Vice-président de la CLE.

Thème de son intervention : “Comment ces dérèglements se déclinent-ils en Corse ?”

3/ L'autonomie alimentaire et le besoin de promotion d'une alimentation saine, équilibrée et culturellement appropriée pour lutter contre la précarité.

Sujet abordé par François CASABIANCA, ingénieur agronome, membre du CESEC, ancien chercheur à l'INRAE, président de l'association Avà Simu, collectif de lutte contre les discriminations en Corse.

Thème de son intervention : “Produire ce que l'on mange ? Sortir de la précarité alimentaire en Corse.”

4/ La question énergétique et la nécessité d'exploiter nos biens communs tel que le soleil et le vent dans un véritable intérêt général créateur de richesses partagées, d'emplois valorisants, de justices sociales.

Sujet abordé par Georges GUIRONNET, fondateur de Soleco, entreprise pionnière de l'exploitation d'énergie solaire en Corse. Membre de Negawatt, de Energie Partagée /Energia Nostra. Défenseur de l'Architecture frugale.

Thème de son intervention : “Produire l'énergie que l'on consomme : les chemins de l'autosuffisance énergétique en Corse.”

5/ Enfin, la santé et les inégalités de prise en charge des patients face à la maladie qui plaident en faveur de la création d'un CHU en Corse.

Sujet abordé par Laurent PAPAIZIAN, réanimateur au CH de Bastia et ancien chef de service de réanimation à l'hôpital Nord de Marseille, enseignant et chercheur à Aix-Marseille Université et Università di Corsica, Président de la Société de Réanimation de Langue Française.

Thème de son intervention : “Améliorer l'accès aux soins : un CHU en Corse.”

Durant les interventions, une fresque a été réalisée par **Cécile MASERA**, facilitatrice graphique (www.maserafacilitation.com) qui a synthétisé les échanges et permis de visualiser ainsi à la fois toute la densité des débats, à quel point les problématiques sont liées, et les pistes d'action à mettre en œuvre pour aboutir à des solutions partagées.

C'est le journaliste de Fr3 Via Stella, **Stéphane USCIATI** qui avait la charge d'animer les débats. •

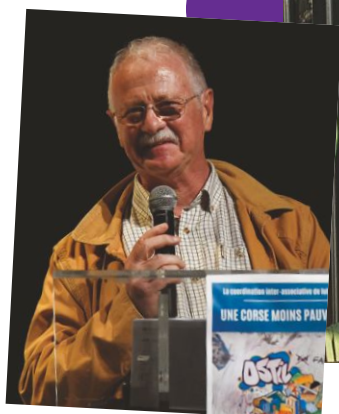
Ouverture des débats par le Dr François Pernin

“**N**ous sommes une nouvelle fois convoqués par la misère, et c’est une misère qui nous a fait une confiance: la pauvreté nous a déclaré la guerre” a introduit le Dr François PERNIN. “J’ai devant moi une armée qui s’ignore” a-t-il dit pour illustrer à quel point les moyens sont là, opérationnels, mais trop dispersés. “Une armée avec ses présidents, ses ministres, ses ambassadeurs, président de l’Exécutif représenté, représentant du préfet, commissaire à la pauvreté, président de l’Assemblée, président du CESEC, députés et sénateurs... vous êtes, vous, capables de fixer un objectif, écrire une politique, donner des budgets, désigner des armements”.

Et poursuivant la métaphore: “J’ai devant moi une armée qui s’ignore avec ses généraux, des généraux à la Bonaparte et en première ligne... directeurs généraux des services, directeurs de services et chefs de services, présidents de telle ou telle association ou groupe, vous avez vos troupes en main, vous connaissez la réalité, vous attendez les consignes...”

“J’ai devant moi une armée avec ses simples soldats, assistantes sociales, travailleurs sociaux, bénévoles d’associations... menant une guerre de tranchées, faisant survivre des blessés avec des pistolets à eau et qui demandent qu’on écoute leurs témoignages.” Le président de la CLE a dédié le colloque à “deux compagnons” décédés cette année: Christiane MARTINELLI CAVALLARO, infirmière “qui faisait partie de tous ces soignants qui accueillent en permanence les plus démunis avec cœur, efficacité, compétence, réactivité” et Barthélémy SIMONGIOVANNI, président de l’Ordre de Malte à Bastia, “homme d’action, de foi et d’humour venu d’entreprise privée, la banque, qui menait ses troupes avec une grande efficacité”.

“Et puis on a l’avenir” a-t-il poursuivi en accueillant “les élèves du lycée Fesch, lycéens, étudiants dans le domaine du médico-social”. L’avenir, a dit encore le Dr PERNIN, c’est aussi les gens qui le préparent, citant le Père Joseph VREZINSKI, fondateur d’ATD Quart Monde, qui lorsqu’il a pris le bidonville



que lui avait laissé l’Abbé Pierre, avait eu pour premier geste d’installer “une bibliothèque, parce qu’il savait que c’est par le savoir et l’enseignement qu’on s’en sort. Alors merci aux enseignants, aux formateurs, à Pôle Emploi, à ceux qui construisent le logement, la Santé, etc. d’être là”.

Le Dr PERNIN n’oublie pas non plus de remercier “les reporters de guerre”, journalistes, statisticiens, “vous avez ce rôle de nous donner cette vision globale, nationale, régionale, mondiale”.

Et puis, les “forces intérieures qui travaillent dans des missions indispensables et ingrates, la prison, la Police, la Justice, l’Armée...”

Il salue enfin l’entreprise privée “qui a une force financière extraordinaire, une force de savoir-faire, une réactivité”, et de citer l’ouvrage à disposition du public, “Itinéraires de précaires”, écrit par le journaliste-écrivain Jérôme CAMILLY, illustré par Laurie qui a réalisé également l’affiche du colloque.

Il cite encore “les observateurs”: Suzanne TARTIERE “bras droit de Xavier EMMA-NUELLI, grande porteuse du SAMU social”, Pierre MARCENAC du bureau national du Secours Populaire et Olivier FANTONE, délégué interrégional PACA Corse du Secours Catholique. Autant de présents à ce colloque qui en forcent la dimension et l’impact.

Enfin, le Dr PERNIN lance un message en quatre points:

1/ “La pauvreté n’est pas une fatalité, elle a ses causes” et reprenant une phrase de Joseph WRESINSKI: “la misère est l’œuvre

La coordination inter-associative de lutte contre l’exclusion

UNE CORSE MOINS PAUVRE DEMAIN ?



16 Octobre 2023 à 16h30 / ESPACE DIAMANT - Ajaccio

Accueil à partir de 15h30

Inscription obligatoire
mail: contact.cle20@gmail.com



des hommes, seuls les hommes peuvent la détruire”, il affirme: “c’est un immense espoir” car il est possible d’en finir avec ce fléau.

2/ “Les pauvres ne sont pas responsables de leur sort”. “On doit mener la guerre à la pauvreté et pas la guerre aux pauvres” assène le Dr PERNIN qui cite les horreurs des noyades en Méditerranée.

3/ “On ne convoque pas les principaux experts de la situation pour imaginer une politique, la mettre en œuvre et l’évaluer. Ceux qui ont l’expérience et le savoir-faire, c’est-à-dire les pauvres eux-mêmes”. Ils font l’objet de notre charité mais ne sont pas des partenaires, déplore le Dr PERNIN.

4/ “La pauvreté est un problème politique majeur, pas un problème des Restos du Cœur, du Secours Catholique, du Secours Populaire ou de nos 15 associations”. Elle touche 12 à 15 millions de personnes en France, elle diminue l’espérance de vie, 13 ans en moyenne, elle “mobilise des budgets phénoménaux et ça provoque une économie parallèle et les statistiques montrent que chaque année ça progresse”.

“Il faut que la politique s’en mêle” martèle-t-il encore en soulignant que la Corse a déclaré la pauvreté “problème politique majeur en 2017”, la Collectivité de Corse s’en est donc bien emparé mais il ajoute en ouvrant les débats: “il faut accélérer la mise en œuvre”.

Intervention de Jean Philippe Pernin

Se présentant comme un “spécialiste de la vulgarisation” des systèmes complexes, Jean Philippe PERNIN expose les sources d’inquiétude qui pèsent partout dans la multiplication constatée des phénomènes extrêmes liés au dérèglement climatique. C’est vrai en Corse, c’est vrai à Grenoble où il vit, avec jusqu’à des températures dépassant les 40° durant l’été 2023. Parallèlement à cette problématique, on assiste à la multiplication des crises humanitaires : crise des migrants, crise sociale, inflation, crise sanitaire avec le Covid, mais aussi crises géopolitiques avec la situation en Ukraine ou au Moyen-Orient.

Autre phénomène, l’augmentation continue des précarités : alimentaire, sanitaire, énergétique, mal-logement, transports... conduisant à une perte de repères qui porte son association à “faire parler les gens” autour de quatre dimensions : la perception de l’avenir, la compréhension des problèmes, le comportement individuel et l’action collective. Il met ainsi en place une sorte de test où il interroge, et à partir des réponses dissonantes, oriente vers la connaissance et la compréhension des problèmes. Une façon de prendre du recul, de faire prendre conscience par exemple de l’espace et du temps dont on dispose pour agir : “avoir des ordres de grandeur, donne de la compréhension du système dans lequel on évolue”. “Le propos ici c’est de parler à la fois global et local” dit encore Jean Philippe PERNIN, il faut “d’une part avoir des connaissances plus précises sur ce qui se passe en termes de dérèglement du système terre-humain et d’autre part agir de façon solidaire dans un territoire donné”. Et la Corse peut être un territoire qui se prend en main.

Il donne plusieurs chiffres sous la forme de diapositive sur la gravité du dérèglement climatique, avec l’aggravation notamment constatée en 2023, “on est dans une année totalement spécifique qui sort brutalement des moyennes rencontrées depuis 1979”, alors qu’on se situe déjà dans une évolution continue du réchauffement climatique sur les 150 dernières années. “On ne parle plus de générations futures” alarme encore Jean Philippe PERNIN, “mais de générations d’aujourd’hui”. Et d’afficher les scénarios du



GIEC : “dans tous les cas, du plus pessimiste au plus optimiste, les gens qui vivent aujourd’hui vont vivre ça, c’est-à-dire nous, nos enfants, nos petits-enfants” : on ne peut y échapper, il faut faire face.

Une idée reçue à combattre, celle que les pauvres ont plus d’impact sur le réchauffement climatique que les riches : “c’est totalement faux” dit Jean Philippe PERNIN, rappelant d’énormes disparités surprenantes : “l’Inde respecte approximativement l’objectif qu’on devrait tenir de 2 tonnes par humain d’impact carbone, alors que les Etats-Unis sont globalement 10 fois plus élevés en moyenne, 37 fois pour les plus riches étasuniens”. De même, la Chine et la France sont à peu près au même niveau en termes d’impact par individu. Même constat au niveau national, 50 % des moins riches ont un impact carbone de 5 tonnes contre 24,7 tonnes pour 10 % des plus riches, toujours par rapport à l’objectif de 2 tonnes qu’il faudrait maintenir.

Autre constat de l’impact de l’humanité sur la planète : “s’il existait un individu héroïque qui fasse tout bien – végétarien, il fait du vélo, ne prend plus l’avion, etc.”, il ne ferait malgré tout “que 25 % de l’objectif de 2 tonnes”... C’est dire le chemin à parcourir ! Selon une étude récente analysant les efforts à faire aujourd’hui, ¼ concernerait les efforts individuels et ¾ relèveraient de soutiens financiers et de choix politiques dit encore Jean Philippe PERNIN. Autant de constats relayés par les prescripteurs, notamment par l’ONU qui ne cesse d’alerter sur cette question. Le Pape également, avec l’encyclique Laudate Deum, reprend ces constats,

hélas toujours pas pris en compte par les instances concernées “gouvernements et décideurs économiques” : “nous devons mobiliser les politiques pour arriver à avoir de nouvelles façons d’agir”.

“Il faut absolument combattre l’idée que le réchauffement actuel se serait déjà produit dans les 10.000 dernières années” dit encore Jean Philippe PERNIN, “c’est totalement faux... le rythme du réchauffement actuel n’a jamais été aussi important... On est sur des variations beaucoup plus fortes et surtout extrêmement rapides”.

Toujours en produisant ce qu’il appelle des interludes-tests, Jean Philippe PERNIN interroge la salle sur la reproduction exponentielle d’un nénuphar sur une rivière... représentant ici la croissance visée par nos sociétés et l’incapacité d’un cerveau humain à saisir suffisamment tôt que des limites seront inmanquablement franchies. Il cite Kenneth BOULDING, économiste américain (1910-1993) : “Celui qui croit qu’une croissance infinie peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste”. Si l’on prend l’exemple de la Chine qui a progressé de 8 % pendant 40 ans, “si elle avait maintenu cette croissance, son PIB serait multiplié par 400 en 2100... Si l’on prend les ratios actuels de rapport entre PIB et énergie, il faut mettre 200 fois plus d’énergie pour soutenir cette croissance”. Ce qui est impossible pour Jean Philippe PERNIN qui cite les travaux du Club de Rome présentés en 1972, dans l’ouvrage “Les limites à la croissance” vendu à 10 millions d’exemplaires et traduit en 30 langues et dont “l’un des scénarios les plus

pessimistes s'est malheureusement vérifié". Jean Philippe PERNIN poursuit ses diapositives qui décrivent "des courbes d'accélération folles depuis 1950".

Il cite le linguiste Henry MENCKEN au moyen d'un nouveau test: "Pour chaque problème complexe, il existe une réponse claire, simple et fausse", pour appeler à bannir cette tendance et inviter à "ne pas penser résoudre les problèmes uniquement en les décomposant, mais plutôt à prendre du recul en analysant finement les relations qui relient les sous-problèmes".

Autre constat terrible avant d'aborder les solutions: un groupe international de chercheurs a défini en 2008 neuf limites planétaires à ne pas dépasser pour ne pas remettre en cause l'habitabilité de la planète pour un certain nombre d'êtres humains, trois de ces limites étaient dépassées en 2009, six ont été dépassées en 2023 avec "un risque de franchir un point de bascule": changement climatique, intégrité de la biosphère, pollutions chimiques, changement d'usage des sols, cycle de l'eau douce, perturbations des cycles biogéochimiques.

Pour les trois dernières limites, le bilan est

plus contrasté: certains indicateurs se sont améliorés (l'appauvrissement de la couche d'ozone) alors que les autres restent dans une zone d'incertitude. Cela pour dire que "le dérèglement climatique n'est qu'un parmi six des dangers qui nous guettent" s'alarme encore Jean Philippe PERNIN, "il n'y aurait pas le réchauffement climatique, la situation serait quand même très alarmante".

Pourtant, et heureusement, il enchaîne sur les raisons d'espérer en citant la théorie économique du Donut (2012) qui établit un plafond environnemental et un plancher social. "Notre marge de manœuvre c'est de jouer de toute urgence entre ce plafond environnemental, ne pas dépasser les limites de façon irréversible, et d'autre part préserver notre plancher social en termes de santé, nourriture, eau, revenu, éducation etc. Un modèle repris dans le très récent rapport du Club de Rome "Terre pour tous", qui regroupe scientifiques, industriels, économistes dans un consortium qui réfléchit à comment réorienter l'économie pour préserver les limites planétaires. Ce rapport se donne notamment un scénario "Pas de géant" pour agir dès aujourd'hui avec cinq leviers: 1/ mettre fin à

la pauvreté 2/ s'attaquer aux inégalités flagrantes 3/ renforcer l'émancipation des femmes 4/ refaçonner un système alimentaire sain 5/ opérer une transition vers les énergies propres.

"Il y a des moyens de décliner cette approche dans chaque territoire pour avoir une vue d'ensemble globale sur ce qu'on devrait faire, ou pourrait faire" propose à la Corse Jean Philippe PERNIN qui présente comment ce scénario est en train d'être étudié et décliné sur le territoire de Grenoble. Un travail que lui-même approche de manière associative à travers l'Université inter âges du Dauphiné (UIAD) et la Maison Associative des Dérèglements et des Rebonds en cours de création. Formations accessibles à tous, ateliers de sensibilisation, fresques du climat, actions de terrain, etc. Autant de moyens "pour comprendre les ressorts du réchauffement climatique et des autres dérèglements" et pour agir au niveau citoyen. "Ça demande du travail" mais permet "de jouer sur les paramètres de façon locale" dit Jean Philippe PERNIN qui croit en "ce qu'on devrait faire et pourrait faire" à l'échelle de tous par la formation et la sensibilisation de chacun. •



ÉCHANGES AVEC LA SALLE

– Premier mini-débat –

De façon pratique, comment faire en Corse pour se concerter et mettre en œuvre les modèles que vous proposez ? interroge encore la salle. "Ce colloque en est une illustration très concrète" se satisfait Jean Philippe PERNIN. "Dans les cinq axes dont j'ai parlé, quatre sont traités ici de façon tout à fait directe: lutte contre la pauvreté, les inégalités sociales, l'alimentation, l'énergie, c'est le sujet".

Un impératif: "il faut que les gens se forment", "à tous les niveaux de la société il faut faire des efforts d'éducation, d'enseignement, probablement en commençant par les plus jeunes, mais aussi avec toutes les populations".

"Il y a une intelligence collective aujourd'hui à acquérir tout en agissant sur les différents plans... au niveau individuel et collectif".

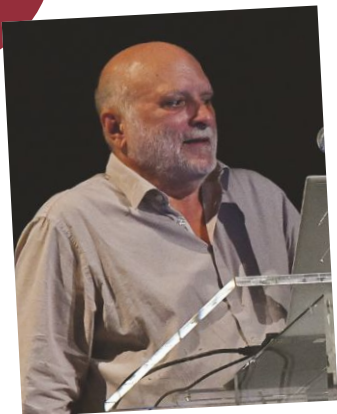
Comment rendre désirable le scénario "Pas de Géant" interroge encore Stéphane US-CIATI, même chose sur l'importance de l'action politique qui représente les ¾ de l'action à engager et le fatalisme à combattre ? Pour Jean Philippe PERNIN, il faut "s'ancrer sur les territoires" et élaborer collectivement des

mesures significatives en s'attaquant frontalement à des questions clés, comme par exemple celle du tourisme. Il rapproche aussi l'effort à faire de "la courbe du deuil": il faut dépasser le déni de données scientifiques faisant l'objet de très larges consensus, pour arriver à la reconstruction par rapport à quelque chose qu'on admet enfin. "C'est une démarche compliquée, qui prend du temps, et demande d'être soutenue". Mais elle est indispensable. •

Pour en savoir plus:

- Boutaud, A., & Gondran, N. (2020). *Les limites planétaires*. La Découverte.
- Dugast, C. et al. (2019). *Faire sa part. Pouvoir et responsabilité des individus, des entreprises et de l'état face à l'urgence climatique*. Carbone 4.
- Dixon-Declève, S. et al. (2023). *Earth for all, Terre pour tous, nouveau rapport du Club de Rome*. Actes Sud.
- *Préfiguration du portrait Donut de Grenoble* (dec. 2022), accessible sur: <https://tinyurl.com/yk754hpd>

N'y aurait-il pas quelque espoir dans des solutions technologiques à venir? s'interroge quelqu'un dans la salle. Oui mais à condition d'en faire la bonne exploitation... "En 1899, le record de vitesse d'un véhicule automobile a été battu par un véhicule électrique qui était donc bien plus au point que les véhicules thermiques", répond Jean Philippe PERNIN qui complète en évoquant les situations de crises sur plusieurs domaines en même temps: "Il y a beaucoup de solutions techniques qui demandent des ressources qui ne sont pas forcément disponibles.... Par exemple il n'y aura probablement plus assez de sable ou de "métaux rares" pour construire les grosses infrastructures nécessaires au maintien de nos modes de vie, en se basant sur une approche uniquement "techno-solutionniste".



Intervention de Hyacinthe Choury

“ Je vais parler de pauvreté et d’aggravation de la pauvreté en Corse” introduit Hyacinthe CHOURY qui un témoin des conséquences des dérèglements systémiques dans son combat quotidien. “On a les mêmes puisqu’on fait partie du monde mais en pire” alarme le président du Secours Populaire. “En pire” parce que l’insularité “provoque un coût de la vie, plus élevé qu’ailleurs”, “quelquefois avec des causes de captation de mesures qui sont prises, par exemple la réfaction de TVA qui ne compense pas les handicaps de l’insularité”.

Second facteur aggravant, “on a des revenus bien moindre en Corse” souligne Hyacinthe CHOURY, “le salaire moyen en Corse c’est le SMIC qui est à 6 euros au-dessus du seuil de pauvreté”, c’est dire si “la moyenne des salaires en Corse ne permet pas de vivre dignement”.

Les chiffres dont on dispose datent de 2019, “avant la crise COVID” se désolé encore Hyacinthe CHOURY. S’ils ne suffisent pas à dire la gravité de la situation, ils soulignent “une érosion continue de la précarité avec une progression continue aussi du nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté et de la sociologie de ces personnes”.

“Je peux vous dire que parmi les familles accompagnées par le Secours Populaire, entre 2019 et 2023 on est passé de 1264 familles, à 2134 familles prises en charge. Juste le Secours Populaires, et juste sur la Corse: on a doublé le nombre de personnes qui font l’effort d’aller demander de l’aide” déplore le président du Secours Populaire. C’est dire si bon nombre encore échappe au recensement qu’il faudrait faire. “Raconter sa misère et sa souffrance, repasser une fois de plus la porte d’une association pour aller demander de l’aide, ça n’est pas facile”.

Il y a aussi la sociologie, témoigne Hyacinthe CHOURY: “la population en Corse vieillit parce qu’il y a le retour de ceux partis sur le continent, qui, en passant à la retraite on eut la deuxième lame. La première c’est la

retraite: on a 30% de revenu de moins. Et la deuxième lame c’est en rentrant en Corse: la vie y est plus chère. Cet aspect sociologique accentue le fait que la pauvreté est plus forte en Corse que sur le Continent”. Ce qui s’ajoute à tous les autres facteurs, la ruralité, les familles monoparentales, les étudiants... “Aujourd’hui, 20% des familles qu’on accompagne sont dans le rural profond” précise quand même le président du Secours Populaire qui a dû ouvrir des antennes dans le rural: “dans nos villages il y a du monde qui ne peut pas survivre sans l’aide alimentaire. C’est un constat tragique pour la Corse”.

Même drame pour les étudiants, notamment les étudiants étrangers “qui arrivent le plus

souvent en tongs et en shorts et qu’il faut habiller”. Mais ce qui est nouveau “et prend de l’ampleur, c’est les travailleurs pauvres” alerte Hyacinthe CHOURY: “Parmi les familles qu’on accompagne, on a près de 13% de familles dont les revenus proviennent de salaires”. C’est un constat nouveau et “ça vient directement des conséquences de la crise”.

“Face à cela, il est indispensable d’améliorer l’aide sociale” dit Hyacinthe CHOURY, qui souligne les efforts de la Collectivité et des organismes sociaux, mais cela ne suffit pas. “Il faut absolument qu’on adapte les règlements sociaux à la réalité de notre territoire et de la pauvreté dans notre territoire” dit-il encore, “ça n’est pas normal que le seuil des aides soit le même partout. Le coût de

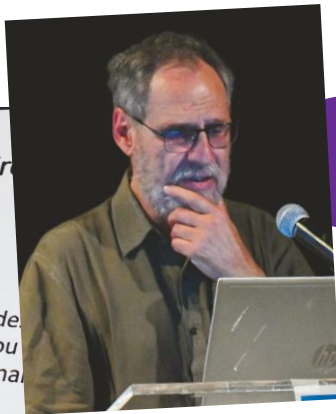
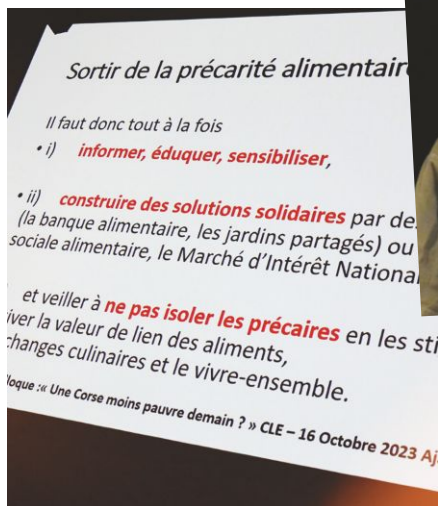
ÉCHANGES AVEC LA SALLE

– Second mini-débat –

Interrogé sur les grilles de salaires et le différentiel qui pourrait être accordé aux salaires proches du SMIC, “je ne peux pas me prononcer à la place du gouvernement français” répond Hyacinthe CHOURY, “ce qui est sûr par contre c’est qu’ici en Corse on a un tissu économique essentiellement basé sur les très petites entreprises et les petites et moyennes entreprises. Ces patrons-là sont proches de leurs salariés et font des efforts”. Il plaide donc pour un en-

couragement à cette petite économie par exemple par des aides particulières, avec par exemple l’établissement d’une convention collective spécifique du travail à domicile, “cela permettrait de mieux prendre en compte les particularités du temps de transport”. Adapter les choses, changer les règles, encourager les acteurs sociaux pour prendre ce genre de mesures “ça pourrait améliorer les choses” conclut Hyacinthe CHOURY. •





Intervention de François Casabianca

la vie est plus cher et le seuil d'aide sociale est le même: Ça veut dire que les Corses ne sont pas égaux aux autres!" se désole encore Hyacinthe CHOURY qui prône une modification des règles: "le nombre de dossiers suivis par l'assistante sociale" devrait être calé sur le kilométrage à faire par exemple, il faut adapter les ratios des travailleurs sociaux.

Quant aux solutions pour faire reculer la pauvreté, Hyacinthe CHOURY indique deux axes de travail: "1/ que la vie coûte moins cher et 2/ que l'on ait plus de moyens". S'attaquer notamment aux deux postes de dépenses des familles: l'alimentaire et l'énergie. Auxquels il faudrait ajouter la question du logement. "Baisser le coût de ce que l'on mange et de l'énergie que l'on consomme, ne peut se faire que si on produit ce que l'on mange et ce que l'on consomme en énergie" assène avec évidence Hyacinthe CHOURY en termes de conclusion. "Il faut produire ici, ce qui aura aussi un effet vertueux, le développement économique que cela induit au lieu simplement de financer l'importation". "Orienter le développement vers l'amélioration de la situation de la population et notamment des plus pauvres" insiste-t-il encore en plaidant pour une économie tournée vers l'export et la recherche des "conditions qui permettent aux personnes de télétravailler: puissance des réseaux, équipements, gratuité d'internet pour les plus pauvres, tous ces axes-là sont des moyens de développer de l'activité économique à la place d'avoir à financer de plus en plus d'aide sociale".

Enfin Hyacinthe CHOURY prône "le positionnement de la Corse sur de nouveaux marchés industriels sur lesquels on n'est pas encore trop en retard. L'un des exemples c'est la production d'hydrogène", "une perspective de positionnement économique importante" à saisir "pour ne pas le subir". •

Pour situer le débat et échapper au "courtermisme", François CASABIANCA introduit son intervention par une citation de Victor Hugo, tirée de son discours "Détruire la misère" prononcé devant l'Assemblée Nationale le 9 juillet 1849: "Je suis de ceux qui pensent et qui affirment que l'on peut détruire la misère... Tant que le possible n'est pas fait, le devoir n'est pas rempli".

"Se nourrir est un droit" rappelle François CASABIANCA et parmi les droits fondamentaux, "celui à une alimentation saine, équilibrée, culturellement appropriée, est en bonne place", en insistant sur chacun de ces mots car "c'est plus complexe que simplement manger à sa faim".

La Corse est "en grande dépendance alimentaire", 4% environ d'auto approvisionnement, rappelle-t-il et "les personnes pauvres rencontrent de plus grandes difficultés à exercer ce droit que les autres citoyens".

Le droit à se nourrir est "l'une des 13 privations qui définissent l'indice de pauvreté en Europe" ce qui suppose "pour l'ensemble des citoyens comme pour les pauvres, que l'on arrête de seulement attendre le bateau et que l'on produise ici une partie de ce qu'on importe aujourd'hui".

Pour réduire la pauvreté il faut donc produire localement, et pas seulement pour les plus aisés, c'est une "exigence éthique autant que politique". François CASABIANCA rappelle à ce sujet les travaux du CESEC sur comment réduire les dépendances alimentaires de la Corse à l'horizon 2040. Cinq thèmes et dix préconisations ont été adoptées en juillet dernier et seront transmises aux élus: "La souveraineté alimentaire de la Corse devient possible pour l'ensemble des habitants, si un ensemble de politiques publiques et d'actions citoyennes sont mises en synergie".

Il part du constat que "la malbouffe frappe durement la Corse". Un "paradoxe" qui a des conséquences graves sur des maladies métaboliques (diabète de type 2, obésité, surcharge pondérale etc). En effet, contrairement aux statistiques nationales qui soulignent une incidence moindre au Sud par

rapport au Nord, due essentiellement à la consommation d'huile d'olive et de fruits et légumes frais – ce que l'on nomme "la diète méditerranéenne", celle qui fait des centaines en Crète ou en Sardaigne intérieure, "la Corse est la seule région qui déroge à ce gradient Nord-Sud" alerte François CASABIANCA. C'est pour lui un "problème majeur" qui est expliqué par "le haut niveau de pauvreté, monétaire et non monétaire, qui caractérise la population de la Corse". L'adoption de modes de consommation de type occidentale ou même américaine fait que "nous nous sommes éloignés de nos racines culturelles culinaires qui auraient dû nous protéger", et la "précarité alimentaire" touche un bien plus grand nombre que les personnes pauvres.

Aussi, il distingue "la grande pauvreté" de "la précarité".

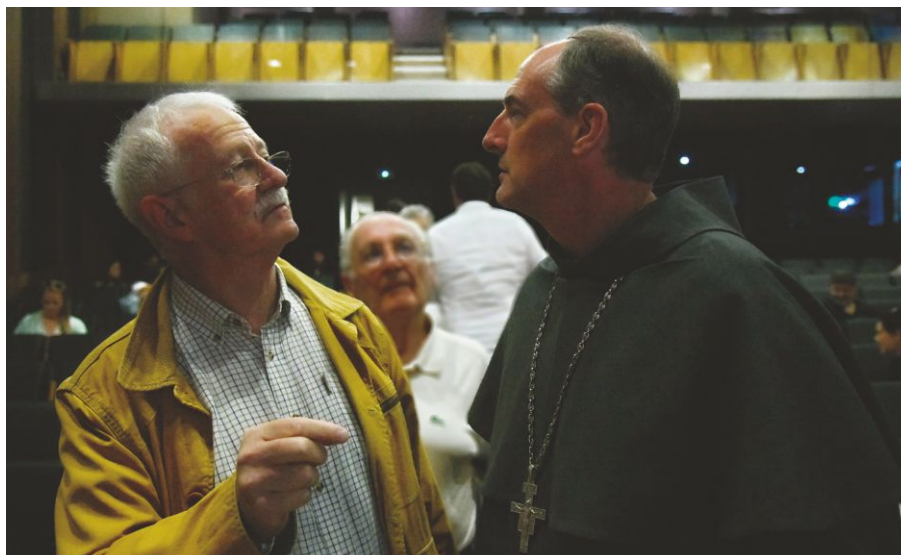
La première recense les personnes qui ne peuvent se nourrir elles-mêmes et comptent sur l'aide alimentaire, fonds publics dédiés, FEAD essentiellement, dons issus de surplus de la grande distribution, et de façon ponctuelle de la Banque alimentaire encore balbutiante en Corse, approvisionnée par des agrumiculteurs de plaine orientale (A Spartera): "elle mériterait d'être étendue à une gamme plus large d'aliments locaux" pour en faire "un membre de la Fédération européenne des banques alimentaires" (FEBA). Ce qui est une demande des acteurs de terrains qui soulignent un déficit marqué en fruits et légumes frais. Or l'aide alimentaire repose essentiellement sur des pâtes, du riz et des boîtes. "Ce déficit en fruits et légumes frais concourt à l'incidence majeure des maladies métaboliques" appuie François CASABIANCA, faisant référence aux réseaux nationaux auxquels s'ajoutent de nombreux acteurs locaux, il partage le constat du fort accroissement du nombre de bénéficiaires du fait de la crise COVID qui "déborde largement de façon massive ce qui avait été prévu initialement".

La seconde situation concerne la précarité alimentaire, c'est à dire des personnes qui parviennent encore à se nourrir mais avec des difficultés croissantes. Elles sont de plus en plus nombreuses et viennent "grossir

les rangs de l'aide alimentaire". Cela conduit ces personnes à réduire de façon conséquente le budget consacré à l'alimentation : "on a de moins en moins de reste à vivre pour pouvoir le consacrer à bien se nourrir". Parallèlement, les frais de logement, de mobilité explosent, ce qui conduit à sacrifier l'alimentation, par l'achat d'aliments bon marché, très calorique (gras, salés, sucrés) et on retrouve le risque de maladies métaboliques !

François CASABIANCA mentionne quelques-unes des actions menées pour lutter : notamment l'épicerie solidaire du projet alimentaire territoriale d'Île-Rousse-Balagne où les personnes ne paient que 10% de la valeur des produits, ou encore Aiutu Studentinu à l'Université de Corti, qui outre l'aide alimentaire des étudiants dans le besoin, font des opérations d'accompagnement et de pédagogie très importantes. Parmi les bénéficiaires de l'aide alimentaire, on retrouve les constantes du Continent : familles monoparentales, jeunes, mais aussi nombre de retraités. Ces derniers étant plus pauvres en Corse que la moyenne des habitants, contrairement au Continent. Parmi les difficultés du "bien-manger" François CASABIANCA s'attarde aussi sur la place de la viande dans l'alimentation. La consommation de viande rouge est culturellement très valorisée alors qu'elle est en excès et est un facteur avéré de maladies cardio-vasculaires, sa production participe à l'émission des Gaz à effet de serre, elle est importée à 95% et elle est aussi la source de protéines la plus chère.

Aussi renouer avec nos racines et revenir à la "Diète méditerranéenne" devrait constituer une "boussole" et "un objectif politique majeur" pour les pouvoirs publics : François CASABIANCA appelle les autorités à réinvestir dans une agriculture plus nourricière, par la production plus abondante de fruits et légumes frais, mais aussi de légumes secs (pois chiches, lentilles, haricots, fèves, etc.) "sources remarquables de protéines végétales qui peuvent remplacer la viande" et qui était très présentes dans nos plats traditionnels. Il appelle à "une politique de riacquistu alimentaire" et cite plusieurs "voies de solutions pour une Corse moins pauvre" en se rapprochant de cette "diète méditerranéenne". Tout d'abord, l'autoproduction de potagers et de basse-cours, sur des mini-surfaces, jardins partagés, y compris en ville, qui exigent la réservation des espaces nécessaires pour cela, répondant au passage à un problème urbanistique important : "les meilleures terres sont en train de s'en aller" dit-il. La nécessité aussi de



restaurer les terrasses dans les villages, ce qui participe d'une politique de revitalisation de l'intérieur, de protection contre l'incendie, etc. Bref, il appelle à la mise en œuvre d'une "politique active de reconquête qui bénéficiera à tous, pauvres compris".

Toutefois, cela demande de nombreux apprentissages (eau, fertilisation des sols, semences adaptées), des compétences, des échanges et des réseaux à mettre en place. Autre piste : les circuits courts. "Une grande part d'aliments destinés aux précaires est à rechercher dans des circuits courts" dit François CASABIANCA, "en connectant plus directement les précaires aussi bien que les associations d'aide alimentaire aux producteurs locaux, par la vente directe et les magasins de producteurs", en réduisant les intermédiaires pour réduire les marges, en créant des plateformes numériques et en veillant sur les prix à la consommation et les effets pervers de la continuité territoriale sur le fonctionnement du marché pour favoriser les productions locales.

Troisième voie d'amélioration : l'expérimentation de nouveaux dispositifs comme la sécurité sociale alimentaire qui permet par une dotation mensuelle sous condition de revenu, type carte vitale, un droit d'achat de fruits et légumes frais dans des lieux de vente identifiés et dans les épiceries solidaires. Cela concourt en sus de l'aide alimentaire, à ne pas exclure les précaires de la société en les maintenant dans un comportement habituel (faire ses courses, préparer ses repas) parce que "une aide qui exclut porte atteinte à une démocratie alimentaire" à laquelle il faut aussi veiller.

Il prône également le Marché d'Intérêt National. Ce dispositif qui a des prérogatives fiscales et réglementaires peut permettre de regrouper l'offre régionale et de la rendre plus compétitive pour les marchés publics,

et de réguler les importations en les rendant complémentaires aux productions locales. "On complète avec le bateau au lieu de faire l'inverse comme aujourd'hui".

Cela permet d'approvisionner la restauration collective et les associations d'aide alimentaire. "Le seul repas équilibré de nombre de jeunes reste souvent celui de la cantine, on a besoin de regarder de près ce qui se passe dans la restauration collective" dit encore François CASABIANCA qui prône un MIN sous gouvernance territoriale en Corse, mis en réseau entre Aiacciu et Bastia en utilisant le train.

Pour conclure, François CASABIANCA rappelle les quatre fonctions des aliments pour ne pas en priver les pauvres : "ce ne sont pas des marchandises comme les autres" insiste-t-il.

Se nourrir doit donc assurer :

- une dimension nutritionnelle, en végétalisant les assiettes par la réduction des protéines animales pour un triple bénéfice : pour la planète, pour le portefeuille et pour la santé.
- une dimension culturelle (la diète méditerranéenne), populaire et accessible à tous.
- un acte social, avec la notion de repas, des horaires, de la convivialité, du plaisir.
- des apprentissages : faire son potager, faire ses courses, savoir conserver ses denrées, préparer ses repas. Autant de savoir très mal distribués dans la population pauvre aujourd'hui.

"Pour sortir de la précarité alimentaire, il faut tout à la fois informer, éduquer, sensibiliser" insiste encore François CASABIANCA, mais aussi "construire des solutions solidaires", mettre en place les dispositifs cités plus haut. Enfin "veiller à ne pas isoler les précaires en les stigmatisant, cultiver la valeur de lien des aliments, les échanges culinaires et le vivre ensemble". •

– Troisième mini-débat –



Autre question posée : existe-t-il une nourriture faite pour les pauvres ? “Non, il ne faut surtout pas” dit François CASABIANCA, “il faut que les pauvres puissent se nourrir selon les besoins nutritionnels et culturels qui sont ceux de leurs concitoyens. Il ne faut pas en faire des sous-citoyens”.

À une première question : la faim dans le monde est-elle condamnée à augmenter ? François CASABIANCA répond “qu’en tant qu’agronome... ça n’est pas une question de production... la famine c’est parce qu’on a peut-être mal réparti les ressources et que probablement on n’a pas fait la politique qui permettrait de distribuer efficacement à tous les gens qui en ont besoin. C’est essentiellement des questions de pouvoir d’achat, de demande solvable et des questions de logistique, très peut des questions de production... On estime à 12 milliards d’humains la capacité de notre planète à nourrir les gens, en respectant les ressources et en ne les gaspillant pas”, explique François CASABIANCA qui rappelle la transition démographique qui s’opère sur la planète avec stabilisation et inversion des courbes à venir, hormis encore pour l’Inde et l’Afrique. Le pic estimé étant à 10 milliards avant la décroissance démographique, mais pour lui la faim “n’est pas un problème agricole”.

Que signifie la démocratie alimentaire ? interroge la salle. “Il y a un phénomène majeur, c’est le phénomène d’exclusion” répond François CASABIANCA. “En réalité parler

d’exclusion, ça veut dire qu’il y a des sous-citoyens, des gens qui n’ont pas accès à ce que les autres peuvent acheter et manger de façon régulière et avec plaisir”.

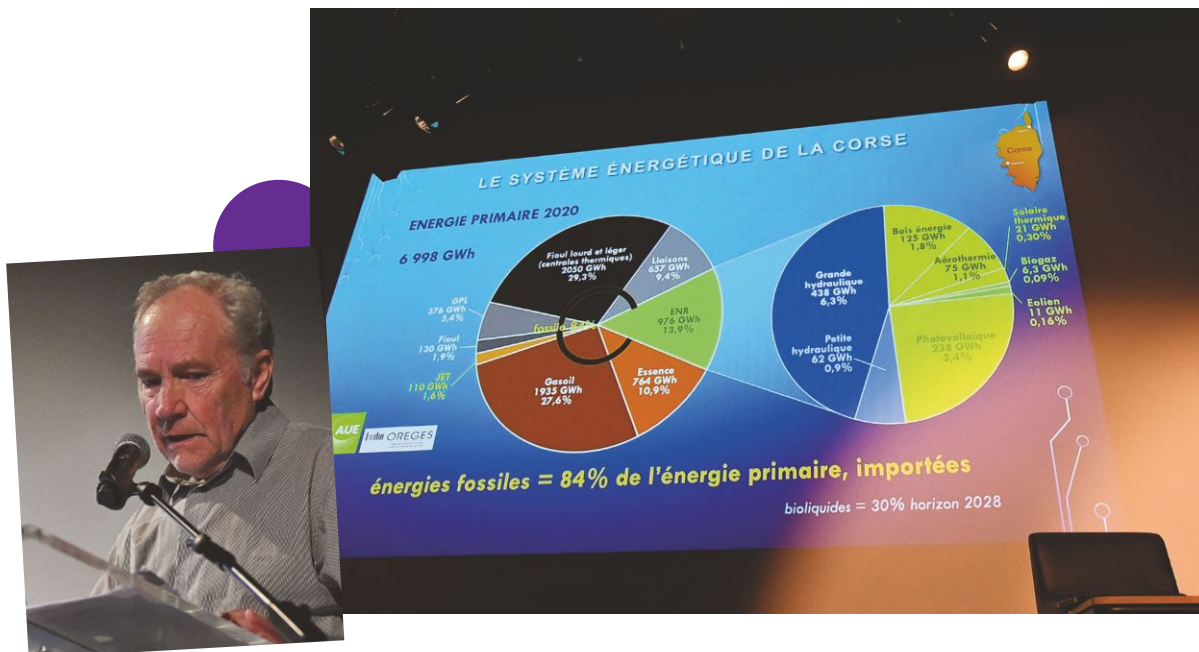
“Nos politiques devraient se préoccuper de façon plus directe de la question alimentaire” plaide encore François CASABIANCA. “Je ne dis pas qu’il n’y a pas de préoccupations, mais je pense qu’il faudrait aller beaucoup plus loin et construire de façon beaucoup plus cohérente en se préoccupant de tout ce qui est malnutrition, malbouffe, tout ce qui finalement démontre qu’on est très loin de l’objectif. On a besoin d’une politique alimentaire territoriale”.

Consommer local, produire local, ça pose beaucoup de questions : la question de l’eau, la question foncière... soulève Stéphane USCIATI.

“Ce sont des obstacles évidemment” dit François CASABIANCA qui relativise néanmoins : “dans ce qui nous occupe, on peut parler de micro-fermes ou de mini-fermes, des choses qui sont testées sur des surfaces très limitées, et qu’on doit pouvoir arriver à dégager sans trop de difficultés, on ne parle pas de dizaines d’hectares”.

Stéphane USCIATI interroge sur “le rapport de l’homme à son territoire” et la question du “riacquistu alimentare”... “L’urbanisation récente et accélérée a introduit une rupture du lien entre l’homme et la nature” acquiesce François CASABIANCA pour qui la question alimentaire est profondément politique et qui appelle à s’inspirer de ce qui peut aider à résoudre les problèmes actuels, “dans le passé un certain nombre de solutions ont été proposées” et de citer la nécessaire restauration d’un lien avec la nature, la biodiversité, les équilibres, tout ce qui est en danger en Corse : “cette question du riacquistu doit nous mettre devant un nouvel ordre de priorité”.

Combien de temps faudrait-il pour produire les 2/3 tiers de la consommation corse interroge-t-on encore. Le CESEC s’est donné 2050 comme pas de temps pour sa réflexion, répond François CASABIANCA, si les cinq thèmes et les 10 préconisations qu’il propose sont appliqués, la Corse devrait arriver à dépasser 15 à 20% d’autosuffisance alimentaire dans les 15 à 20 ans. Mais il faut s’inscrire sur du temps long et commencer immédiatement à changer de trajectoire. •



Intervention de Georges Guironnet

“La misère est l’œuvre des hommes, j’ajouterai que l’appropriation de l’énergie y concourt grandement” introduit Georges GUIRONNET qui a ajouté la diatribe suivante à l’intitulé de son powerpoint : pour sortir d’un trou, il faut commencer par arrêter de le creuser !

“Le trou va devenir un abîme si on ne fait rien”, il faut “construire les chemins de l’autosuffisance” ajoute-t-il pour annoncer les deux grandes parties de son intervention.

Il liste les données de l’inéluctable augmentation de la consommation d’énergie : la croissance de la population, plus de 70% en 50 ans, le développement des usages (confort, numérique, nouvelles réglementations), et “tout ce qui tient au changement climatique et la nécessité de décarboner”. Selon les projections de l’ADEME et de RTE 2021, cette augmentation des besoins en énergie serait de +35% en 2050, grâce à une très importante maîtrise de la Demande d’énergie (MDE) très optimiste, alors que l’on constate une augmentation de 3% par an depuis 10 ans.

En Corse, les énergies fossiles représentent l’essentiel de l’énergie consommée, soit 86% de l’énergie primaire, tous usages confondus avec 14% seulement pour les énergies renouvelables.

“La production d’électricité est actuellement essentiellement thermique, aujourd’hui du fuel, demain du bio liquide (en fait des agrocarburants) importés, plus environ 30% par les EnR locales (barrages, centrales solaires, éoliennes), et le solde par les liaisons par

câbles (Nord par l’Italie et Sud par la Sardaigne). Il faut ajouter la “croissance naturelle”, la décarbonation des usages thermiques, la mobilité électrique, les transports en commun, l’Europe va obliger la décarbonation des transports lourds, le train, les bateaux... La pompe à chaleur va se développer de façon importante pour la climatisation, et puis la sortie du gaz de ville” prévient Georges GUIRONNET.

Dans le scénario estimé par la Programmation Pluriannuelle de l’Energie, “on considère que l’on a une maîtrise de l’énergie, des baisses de consommation, qui va être extrêmement importante (de l’ordre de 40%), on va répondre aux besoins par les bio liquides (des agrocarburants) importés, la liaison Italie et on est optimiste sur les EnR, alors que le plafond est de 30% pour les contraintes techniques du système réseau” explique un slide. Le suivant démontre l’enjeu majeur des transports dans la consommation énergétique, notamment l’impact brutal des véhicules électriques, où l’on bascule “beaucoup plus rapidement que les prévisions” : “en Corse on vend deux fois plus de voitures électriques que sur le continent”.

Autre slide, où l’on mesure la courbe exponentielle de l’évolution du prix de l’électricité, à observer comparativement avec l’Espagne qui voit ce coût trois fois moins cher et se stabiliser du fait de “grands centres de production d’énergie éolienne et d’énergie solaire. Elle produit déjà de l’hydrogène vert qu’elle va nous vendre massivement. Ils sont en train de créer des pipelines de plu-

sieurs milliers de kilomètres” avertit Georges GUIRONNET qui cite aussi “une bizarrerie économique ponctuelle” : à Oslo, le 4 septembre dernier “l’électricité était gratuite, il y avait du vent, les éoliennes tournaient, les barrages étaient pleins et la production d’électricité était supérieure à la consommation !” C’est dire s’il faut miser sur ce potentiel.

Augmentation très importante des besoins, paupérisation qui s’aggrave, Georges GUIRONNET alerte sur “l’éléphant dans le salon : c’est tellement évident qu’on ne voit pas la solution”, à savoir un soleil qui brille 300 jours par an, une énergie gratuite, des EnR qui sont de plus en plus compétitives : 4 cts par kilowattheure pour l’énergie solaire, un petit peu plus cher pour l’éolien, le gaz et charbon bien plus cher et le nucléaire trois fois et demi plus cher alors qu’il est l’énergie la moins chère en France continentale. “Cette énergie qui nous arrive par les deux câbles ne va cesser d’augmenter par la raréfaction de la ressource” avertit Georges GUIRONNET qui souligne “la difficulté de construire de nouvelles centrales nucléaires avec de nouvelles normes et l’énorme problème du démantèlement. On a budgétisé 15 milliards, ça n’est absolument rien par rapport à ce que seront les besoins du démantèlement” prévient-il.

Une donnée importante : “ce qu’il faut bien comprendre c’est que les EnR sont des énergies alternatives que l’on peut développer de manière extrêmement importante si on les stocke”.

Reste un problème majeur en Corse, commun à toute l'Europe, la vétusté du réseau de distribution d'électricité, explique encore Georges GUIRONNET: "l'an dernier, 100% des coupures d'électricité ne sont pas dues à un manque de courant, mais à l'incapacité du réseau de transporter l'électricité nécessaire".

Aussi, il préconise une solution pour stocker les énergies locales, complémentaire des batteries: l'hydrogène. La Corse a démontré sa faisabilité en première mondiale avec la station Myrte à Vignola où l'on a produit de l'hydrogène à partir du solaire: "c'est vraiment LA solution pour à la fois stocker et déplacer de l'énergie" plaide Georges GUIRONNET. Certains l'ont compris, la Sardaigne, une usine en construction avec une capacité qui pourra produire jusqu'à 200 MWe, soit "le tiers de nos besoins". Mais acheter l'hydrogène ailleurs "n'est pas la bonne solution, car c'est forcément s'appauvrir" pour Georges GUIRONNET. Il faut plutôt rechercher "les chemins de l'autosuffisance énergétique"

"La misère est l'œuvre des hommes, seuls les hommes peuvent la détruire."

Joseph Wresinski

par l'exploitation de "nos biens communs" que sont les EnR, tout en visant la sobriété énergétique.

Dans la rénovation globale de l'habitat, "il y a énormément d'emplois à faire et de gains à vivre, plutôt que de pouvoir d'achat, je parle de pouvoir de vie" par les gains financiers mais aussi l'amélioration du confort et du bien-être des populations.

Problème: "jamais les entreprises du bâtiment n'iront sur ce marché. Trop compliqué, trop subtil, aussi il faut former les artisans dédiés à la rénovation et d'une manière massive" dit encore Georges GUIRONNET pour qui ces nouvelles orientations sont du domaine de la volonté politique. Des plans existent, la Prime Renov du gouvernement va permettre d'aider les précaires à financer les accompagnants à rénover leur maison. "Il y a une prise de conscience mais ça va trop lentement".

De même "il y a des zones 0 exclusion énergétique qui se développent" mais il faut



aller plus loin "vers un nouveau système énergétique global". Des productions propres, diversifiées, un réseau décentralisé, complémentaire, régionalisé et plus flexible "pour distribuer d'une manière plus locale". "Il faut d'abord privilégier les énergies renouvelables, on distribue aux consommateurs qui sont eux-mêmes les producteurs", particuliers, collectivités locales ou entreprises en développant une auto-consommation individuelle et collective.

D'où encore, la solution Hydrogène: "son rôle, ça va être de stocker" pour parer au problème d'intermittence des EnR. "L'hydrogène est la meilleure réponse" par les batteries, mais aussi le stockage et le transport par camions ou train et pour amener "cette énergie et la transformer en électricité dans les réseaux locaux". Et d'expliquer que "partout en Europe se créent des gigafactory de plusieurs dizaines d'hectares, pour produire des électrolyseurs – l'outil qui permet de transformer l'électricité solaire en hydrogène – et des piles à combustibles – l'outil qui permet de transformer l'hydrogène en électricité". Ce qui permettra d'avoir des coûts de production d'hydrogène vert beaucoup plus bas grâce au phénomène d'échelle avec une possibilité multiple, transport dans les réseaux, utilisation dans les transports lourds (train, bennes à ordures, voitures...).

Problème encore: si l'on continue l'importation, "il faut payer, on s'appauvrit". Alors "qu'il y a 250 métiers liés à l'hydrogène qui vont pouvoir se développer" mais pour l'heure les entreprises "fleurons" dans l'énergie solaire "ne peuvent pas se développer en Corse parce que la législation ne le leur permet pas". Il y a un savoir-faire qu'il faut exploiter. "On est à l'âge de pierre du solaire, tout est à faire" dit encore Georges GUIRONNET qui appelle les jeunes à s'y inté-

resser et cite toutes les possibilités: décarbonation pour le train, les véhicules, les véhicules allégés (vélos, quadricycles), les transports publics, les véhicules autonomes ...

"Ça ne vaut que si on change de modèle économique": "si on laisse les grands lobbies s'accaparer la gestion de l'hydrogène et de la mobilité, ils vont le faire. C'est rentable. Si on ne bouge pas, tout va se développer, mais sans nous !" prévient Georges GUIRONNET qui appelle à la mise en œuvre d'un "modèle économique partagé". Il y a une chargée de mission en Corse auprès de l'AUE, précise-t-il, mais il faut s'en emparer à plus grande échelle du modèle. À savoir "des collectifs citoyens qui s'associent pour monter des projets privés" avec un gain au niveau démocratie participative, développement des EnR, retombées économiques directes et indirectes, maîtrise énergétique, adaptation au changement climatique, cohésion sociale... et surtout "Les ressources seront en Corse !"

Il s'agit donc d'un véritable "projet de société" associant Collectivités, habitants, acteurs locaux, avec de l'investissement local, "Femu Qui, l'ADEC, la CADEC, les banques sont là pour aider à monter les projets", mais avec une maîtrise locale, tout en associant les savoir-faire, les compétences. "Des tas de solutions sont possibles pour mettre le pied dans la porte et s'affirmer dans le domaine de l'énergie" dit en conclusion Georges GUIRONNET, "ce sera au bénéfice des plus pauvres, par la création d'emplois, par un coût de l'électricité maîtrisé...": répondre "au changement climatique par la maîtrise des énergies renouvelables lutte fortement contre la paupérisation". •

– Quatrième mini-débat –



Parmi les interrogations du public, comment développer l'énergie solaire lutter contre la pauvreté... "en s'appropriant la technologie, il faut une volonté politique, mais il faut aussi maîtriser ces technologies, on en a les moyens financiers" répond Georges GUIRONNET qui rappelle les 10 milliards d'épargne populaire en Corse et les outils financiers existants. "Il faut simplement changer de regard" insiste-t-il, "on est dans des habitudes, des schémas" la désinformation des informations par les lobbies, "il faut s'intéresser au sujet et avec une politique intelligente, orientée vers l'intérêt général, on participera à la lutte contre la paupérisation, parce qu'on parle des exclus, mais les inclus sont en train de se paupériser, vont devenir des exclus, c'est une certitude".

Stéphane USCIATI énonce plusieurs questions encore: comment gérer la transition, les ressources pour produire ? L'augmentation de la sécheresse en Corse peut-elle compromettre l'énergie hydraulique ? "Oui" dit Georges GUIRONNET, "d'une année sur l'autre, la production hydraulique peut varier du simple au double. Elle va baisser. C'est pourquoi avec l'hydrogène, on a calculé qu'en mettant des panneaux solaires sur les barrages qui sont propriétés de la CdC, on économise un volume d'eau d'évaporation extrêmement important. Sur le seul barrage de Codole qui fait 80 ha, en mettant 40 ha de panneaux solaires, on économise 440.000 m³ d'eau par an d'évaporation et on change la température de l'eau."

Interrogé sur l'alternative de la géothermie: "oui, il y a des choses à faire, notamment à la Caldaniccia" répond Georges GUIRONNET.

Pourquoi y a-t-il très peu d'associations citoyennes sur les EnR en Corse interroge encore le public: "on est un petit pays, mais il y a au Collectif Terra, Le Garde etc, des gens qui ferrailent, il faut voir d'où l'on part", rappelant les combats difficiles contre le Vaziu, et les politiques "tout à fait catastrophiques" menées en Corse par le passé. "Il faut se battre" appelle encore Georges GUIRONNET, "donner de l'espoir surtout aux jeunes, former très tôt, et ce sera fédérateur, on aura des associations et tout un mouvement qui se mettra en marche à partir du moment où l'on s'intéressera d'une manière très sérieuse au sujet".

Une question interroge sur le fait de répondre aux besoins d'autonomie énergétique par l'installation obligatoire de panneaux photovoltaïques sur chaque structure publique ou privée ? "J'encourage à regarder l'architecture frugale, je suis très attentif à ce mouvement, effectivement, de mon point de vue, tout bâtiment, compte tenu de ce qu'on sait de la situation, devrait être autonome et a la possibilité de l'être" répond Georges GUIRONNET qui parle de sa propre expérience, et invite à venir visiter l'Ombria en Balagne.

Sur une question à propos de la CSPE: "le coût de l'énergie en Corse est trois fois supérieur au prix qu'on la paie, c'est effective-

ment compensé par la Contribution au service public de l'électricité, des solidarités effectivement qui ne vont pas durer dans les temps futurs" tant le coût est exponentiel, "ça coûte 200M d'euros par an à la Corse", une subvention indirecte des énergies importées, un système nécessaire mais aberrant. D'où l'importance de se réapproprier notre approvisionnement énergétique.

Autre interrogation, le nombre d'emplois créés par les EnR. Il y a énormément d'études qui le démontrent, explique encore Georges GUIRONNET, facilement référencées sur le net. Il invite à se renseigner notamment auprès de negawatt.org ou sur lereveilleur.com, et recommande l'ouvrage de Jérémie Rifkin "Le New deal vert"

En France, on estime à plus de 100.000 les emplois qui peuvent être créés.

Autre question, que penser de la transformation des déchets en combustible solide (CSR) pour alimenter les réseaux de chaleurs ? Georges GUIRONNET est catégorique: "à partir du moment où on fait de la combustion, on émet forcément des gaz, on a beau mettre tous les filtres du monde... nous avons ici des différences été/hiver énormes de production de déchets, c'est un casse-tête monumental et un budget pharamineux" dit-il en citant l'exemple de Monaco (pourtant cité positivement par ceux qui vantent cette solution). "Il y a des questions d'échelle" précise-t-il, "ce sont des machines qui ont besoin de marcher à des systèmes à régime constant", "je crains fort qu'on soit amené à produire des déchets pour alimenter la chaudière. Il faut être extrêmement vigilant et suivre avec rigueur sur la durée".

Dernière question, comment accélérer la transition énergétique ? "Les limites ne sont pas financières, l'argent il y en a beaucoup... une collectivité n'est pas obligée d'être majoritaire financièrement, à partir du moment où elle amène du foncier, et un accord, elle pèse dans le tour de table. Il faut de bons juristes, de bons avocats pour monter des dossiers solides avec des partenaires sélectionnés avec rigueur" et "pour décider". il prône encore la prise de conscience, la décision politique de la CdC et des EPCI, "il faut changer d'échelle, c'est hyper urgent" conclut-il. •



Intervention de Laurent Papazian

Laurent PAPAZIAN aborde à son tour la question de la précarité sanitaire, “en particulier celle qui vise à améliorer l'accès aux soins” au travers de la création d'un CHU pour la Corse pris sous l'angle hospitalo-universitaire. Faute de “faculté de médecine en Corse, vous comprenez qu'on ne peut pas a priori venir exercer en Corse en tant que professeur ou maître de conférence” dit-il lui qui se trouve de fait rattaché à l'Université d'Aix-Marseille.

Le besoin de CHU rejoint les constats précédents de la pauvreté en Corse, le plus important taux de France, particulièrement pour les personnes âgées ; un vieillissement de la population avec une croissance démographique dû à l'arrivée de retraités ; un vieillissement aussi et une démographie déclinante du corps médical et des difficultés de renouvellement ; enfin, “une inégalité d'accès aux soins très importantes, environ 20% des soins réalisés en dehors de la Corse (chiffres Assurance Maladie et ARS)”, une inégalité “souvent subie” déplore Laurent PAPAZIAN qui annonce un très faible taux de ratio lits d'hospitalisation par habitant. Et ce partout : en médecine, chirurgie, obstétrique qui fait que “pendant les six mois de la période touristique on est largement le taux le plus bas, sachant qu'on ne peut compter sur aucune subsidiarité puisque nous n'avons aucune région limitrophe qui pourrait subvenir à nos besoins en cas d'augmentation trop importante de l'activité”.

Enfin, une inégalité d'accès aux études su-

périeures, pas seulement pour Médecine mais aussi en termes “de formations complémentaires pour acquérir une spécialité pour les infirmières par exemple ou pour d'autres paramédicaux obligés d'aller se former ailleurs”. Ce qui entraîne surcoûts et problèmes de déplacement.

Ceci dit, la Corse a des atouts, à commencer par son Université puisque depuis 20 ans s'est ouvert la première année de Médecine. Pour la seconde année, “les étudiants sont dispatchés à Marseille pour la moitié d'entre eux, puis à Paris et Nice”. D'une promotion de 9 étudiants en 2005, ils sont 42 cette année contraint de poursuivre ailleurs leurs études.

Quelles sont les éléments pour créer un CHU ? Un CHU est un Centre hospitalo-universitaire on l'a dit : un établissement hospitalier et une université, avec une triple mission “primordiale pour la sécurité sanitaire” : la mission de soin bien sûr, une mission de recherche et une mission d'enseignement.

Précision importante qui combat les tensions sur la question de la situation : “ce n'est pas un bâtiment ou un seul site hospitalier, il n'y a pas besoin de construire un établissement, il peut être multisites. En revanche c'est un moteur pour la mise à niveau des établissements dont on dispose” précise Laurent PAPAZIAN, qui explique aussi ce qu'est un médecin hospitalo-universitaire. Il décrit le

cursum commun de 6 ans d'étudiant hospitalier, puis 4 ou 5 ans d'internat, avec choix d'une spécialité, donc plus de 10 ans d'études au moins, et un statut précaire de chef de clinique-assistant, de 2 à 4 ans pour pouvoir espérer déboucher sur une carrière hospitalo-universitaire avec titularisation. Entre temps, financée soi-même ou par le biais de bourses, une mobilité, le plus souvent à l'étranger pour acquérir techniques et expériences, parfois très loin selon les spécialités. Après tout ce cursus, on est sélectionné sur un gros travail de recherche, un travail universitaire très important avec publication d'articles dans de grandes revues.

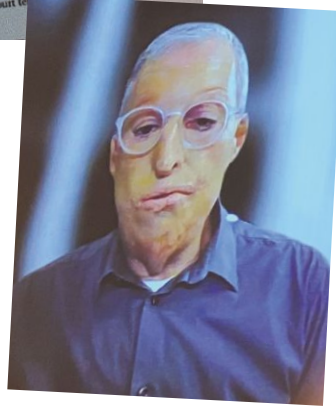
Ensuite, il y a une fonction d'enseignant, “on fait des cours aux étudiants de premier, deuxième et troisième cycle. Le nombre de postes étant contingenté, ce n'est qu'autour de quarante ans que l'on peut accéder à cette fonction.

Laurent PAPAZIAN revient aussi avec un slide sur la pyramide des âges des médecins qui met en évidence le fait que la moyenne d'âge est élevée mais qu'il apparaît une

nouvelle dynamique avec des installations de trentenaires ; ce qui correspond à la fin d'études des premières promotions issues de la première année à l'Université de Corse. C'est une donnée qui en soit justifierait “cette dynamique d'universitarisation qui permet de corriger une démographie déclinante”.

Autre slide intéressant relevé par une enquête sur ce que sont devenues les premières promotions (137 étudiants) avec une plutôt bonne réussite avec 58% d'étudiants issus de l'Université de Corse qui ont choisi d'exercer une spécialité autre que la médecine générale, et 42% qui ont choisi de devenir médecins généralistes. Cependant, “ça se gâte pour leur retour en Corse” : si les 3/4 des médecins généralistes reviennent s'installer en Corse, “il y a un gros déficit en revanche sur les médecins d'autres spécialités, suivant les années, entre 25% et 45% des jeunes formés qui viennent s'installer en Corse au terme de leur cursus”. L'existence d'un CHU permettrait de garder ces spécialistes sur le territoire en leur permettant d'accomplir leur long cursus en grande majorité en Corse.

Comment donc pousser à la création de ce CHU ? “Identifier les spécialités extrêmement en souffrance, dans un des deux établisse-



ments phares de la Corse, Ajaccio et Bastia ou les deux, et mettre le paquet sur ces spécialités en faisant venir un professeur des universités, praticiens hospitaliers, accompagnés de chefs de clinique afin de constituer une équipe dynamique pour à la fois former des médecins qui n'ont pas tous vocation à rester à l'hôpital, ils s'installent en libéral pour certains et pour certains accomplir leur cursus universitaire pour devenir eux-mêmes hospitalo-universitaires en Corse" décrit Laurent PAPAIZIAN qui conclut: "on a besoin de cette masse critique à la fois pour le soin, pour l'activité de recherche et pour l'enseignement".

"On pourra ainsi identifier quelques services hospitalo-universitaires et ça peut commencer

très rapidement" explique-t-il, par le biais de conventions avec une autre université dans l'attente de disposer d'une Faculté de Médecine "et pouvoir nommer dans quelques années de prochains universitaires dans cette dynamique qui fait l'objet d'un large consensus, y compris de l'ARS".

Même chose avec "les médecins sur place qui ont une activité de soins extrêmement importante et qui ont acquis une notoriété régionale, pour qui l'université peut créer des postes de professeurs associés, ce qui serait très utile dans l'objectif de montée en puissance de l'enseignement soit à l'hôpital, soit à l'université".

Avant même la création d'un CHU, il faut se fixer donc un objectif raisonnable, dit encore

Laurent PAPAIZIAN pour que d'ici la fin de la décennie, on ait entre cinq et dix hospitalo-universitaires qui préfigureront la création d'un CHU, s'il n'a pas été obtenu auparavant.

Il prône donc une montée en charge universitaire: "un dossier a été déposé au ministère pour que dès la rentrée 2024, il y ait une 2ème année de Médecine à Corte, et en 2025 la 3ème année", avec des étudiants qui vont pouvoir "se familiariser avec nos établissements" à travers leurs stages en hôpital.

Il plaide pour convaincre des PU-PH (Professeur des Universités - praticien hospitalier) de venir en Corse dès à présent "pour dynamiser la structure" et la création dès 2024,

ÉCHANGES AVEC LA SALLE

– Cinquième mini-débat –



tuation qu'on ne peut pas tolérer" dit encore le Dr PAPAIZIAN.

Peut-on être optimiste ? interroge Stéphane USCIATI. "Non seulement je suis optimiste, mais je pense qu'il ne faut surtout pas renoncer à ce projet, et la meilleure façon pour cela est de faire quelques actions, j'en ai cité quelques-unes, qui vont rendre la création de ce CHU incontournable" répond Laurent PAPAIZIAN qui estime que "c'est le bon moment pour pousser".

Lors du débat avec la salle, on s'interroge sur le délai que nécessite la mise en place d'un CHU: "l'objectif est déjà de mettre le pied dans la porte et d'arriver à une nomination d'hospitalo-universitaires dans les 2-3 ans. C'est une discussion éminemment politique qui requiert notre mobilisation et surtout le fait qu'il ait un très large consensus, porté par la population évidemment, par les représentants de la population et par les professionnels de santé, en ayant aussi le soutien de la diaspora hospitalo-universitaire ce qui est un atout considérable pour ce dossier" répond Laurent PAPAIZIAN.

Le CHU peut-il être un "bouclier" contre la fuite des soignants et médecins constatés en Corse ou n'y-a-t-il pas avec son existence le risque de les voir partir vers le privé ? "L'objectif est d'arriver à former davantage de médecins sur place pour qu'ils restent sur place" répond Laurent PAPAIZIAN, "ils peuvent faire un peu de privé en secteur libéral, mais c'est compliqué de mener la triple mission quand on est 100% en exercice libéral".

En quoi est-ce qu'un CHU inverserait la tendance de la démographie médicale, interroge encore la salle ? "Il y a à peu près une centaine d'internes pour toute la Corse qui font un choix. Sauf qu'une grande majorité d'entre eux font médecine générale. Et c'est exactement pour cela qu'il faut un CHU, parce que ça marche plutôt bien en médecine générale" dit encore Laurent PAPAIZIAN, par contre "les spécialistes sont très peu" et "ça se traduit au niveau des installations".

Comment le CHU peut-il contribuer à améliorer l'accès aux soins de celles et ceux qui sont actuellement dans le renoncement ? demande encore la salle. En améliorant les délais de prise en charge, en ayant l'accès à des spécialités qui ne sont pas représentées en Corse, ce qui oblige à des surcoûts pas toujours pris en charge au niveau de l'assurance maladie et qui amène à des renoncements aux soins et des retards de diagnostics extrêmement importants, explique Laurent PAPAIZIAN. "À l'hôpital de Bastia que je connais bien, il y a plusieurs centaines de patients en attente d'actes chirurgicaux, pas obligatoirement majeurs, mais c'est une si-

Stéphane USCIATI invite ensuite Bianca FAZI à faire état des avancées du dossier. "La semaine prochaine on présente en session un rapport sur le CHU de Corse que l'on travaille depuis plus d'un an" répond la conseillère exécutive. "Ce qu'il nous faut maintenant c'est la validation politique... L'ARS de Corse, présente dans la salle, nous a bien accompagné dans les travaux", ce qui laisse des raisons d'espérer. Bianca FAZI confirme également travailler à "la création d'une école de cadres infirmières sur la Corse, c'est important parce qu'il y a des femmes, des hommes, qui ne veulent pas partir faire leur formation, parce qu'ils ont des enfants en bas âge par exemple"; également d'Ibode (Infirmières ou Infirmiers de Bloc Opératoire Diplômés d'Etat) et d'IPA (infirmiers et infirmières en pratique avancée), à terme, des manipulateurs radios. "L'hôpital public est en perte de vitesse, on a du mal à recruter du personnel paramédical, il faut vraiment que l'on donne un deuxième souffle" dit encore la conseillère exécutive: "Plus de formation et plus de personnel donc". •

d'un contingent d'internes pour la Corse. Un dossier a été déposé en 2023, et on espère la création de ce contingent qui pourrait être pour l'heure rattaché au CHU de Marseille, qui avait été volontaire en 2023.

Enfin, autre possibilité d'action immédiate: améliorer la lisibilité de notre offre de soins à travers "un projet médical unique des établissements hospitaliers, associant privé et public, parce qu'un CHU c'est aussi une seule direction générale" plaide Laurent PAPA-ZIAN.

Il faut travailler à la montée en puissance des formations paramédicales pour permettre de se former en Corse, diminuer le coût, augmenter le nombre d'infirmières et d'infirmiers.

Concernant la recherche il y a plusieurs pistes et même des projets déjà en route sur les maladies infectieuses, les mathématiques appliquées, la bio-informatique, les pathologies environnementales. "C'est un vecteur d'emplois directs" dit Laurent PAPA-ZIAN, "la recherche clinique nécessite du personnel", "au sein d'unités de recherche aussi parce que l'arrivée des hospitalo-universitaires et des médecins hospitaliers va profiter à ces unités de recherche", de même que d'emplois indirects par la création de start-up "pour mettre au point un certain nombre de dispositifs médicaux ou de brevets pour des tests biologiques par exemple. L'objectif serait de réaliser dans le domaine de la Médecine ce qui est fait en matière d'environnement".

Une étude auprès des étudiants, montre que "seulement la moitié d'entre eux ont effectué leurs stages en Corse durant leur cursus. C'est très peu" dit Laurent PAPA-ZIAN, et "extrêmement faible, 1/4 seulement quand on regarde ce choix pendant l'internat". Or il souligne "l'importance d'avoir que ces jeunes soient en contact avec les établissements locaux avant la fin de leurs études" pour les fixer en Corse.

S'il y avait un CHU, que feraient-ils? De la seconde à la sixième année, avant l'internat, 2/3 sont intéressés pour avoir une activité dans le CHU de Corse, qu'elle soit partielle ou plein temps.

Pour ceux qui ont obtenu leur diplôme d'Etat, 70% seraient prêts à exercer tout ou partie de leur activité dans le CHU de Corse, "ce qui est un chiffre très important" constate encore Laurent PAPA-ZIAN qui souligne qu'une trentaine de professeurs de médecine, Corses ou travaillant avec la Corse, ont fait paraître une tribune qui soutiennent totalement le projet de CHU.

Prochaine étape: le projet de la CdC sera présenté à l'Assemblée de Corse sous peu, puis au ministre de la Santé. •



FIN DU COLLOQUE

– Conclusions –

Cécile MASERA explique ce qui a guidé son coup de crayon dans une parfaite synthèse des travaux en illustrations et en interrelations étroites permettant de retrouver les problématiques mais surtout les solutions prônées, le rôle du politique, la coordination des acteurs, nos ressources locales, s'ancrer dans le territoire, maîtriser notre consommation, les prix, au service des plus pauvres et de la création d'emplois, la vision systémique des choses, plus en Corse qu'ailleurs où les fléaux sont aggravés par l'insularité, et in fine pour chacun des thèmes le besoin d'informer, sensibiliser, se former, s'investir, agir collectivement... Cecile MASERA souligne "la dynamique assez forte" qui se dégage de toutes les propositions, ce qui l'a amenée à décider, concernant le thème du colloque "Une Corse moins pauvre demain?", qu'au lieu d'un point d'interrogation qu'elle avait dessiné au départ, et "qu'un point d'exclamation marquait davantage votre détermination à changer".

Le Dr François PERNIN, après d'abondants remerciements à toutes celles et à tous ceux qui ont permis la tenue de ce colloque, signale à nouveau l'ouvrage "Itinéraires précaires" de Jérôme CAMILLY et Laurie, préfacé par Xavier EMMANUELLI, "qui est la suite de Paroles de Précaires paru il y a 10 ans. C'est une enquête journalistique d'investigation auprès de parcours de précaires". Le prix de vente sera reversé à la CLE.

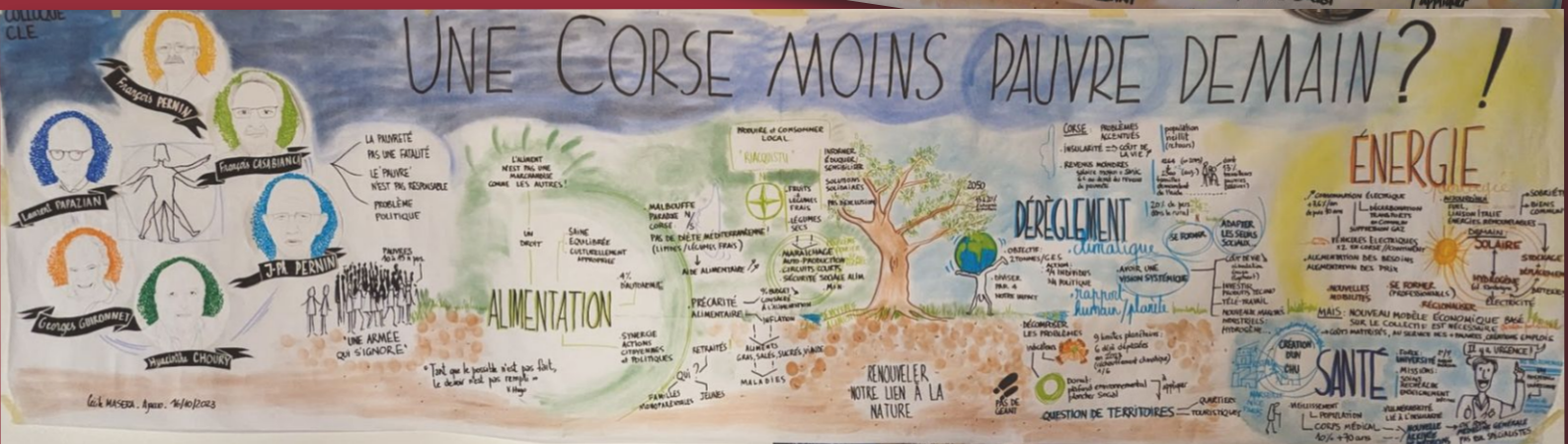
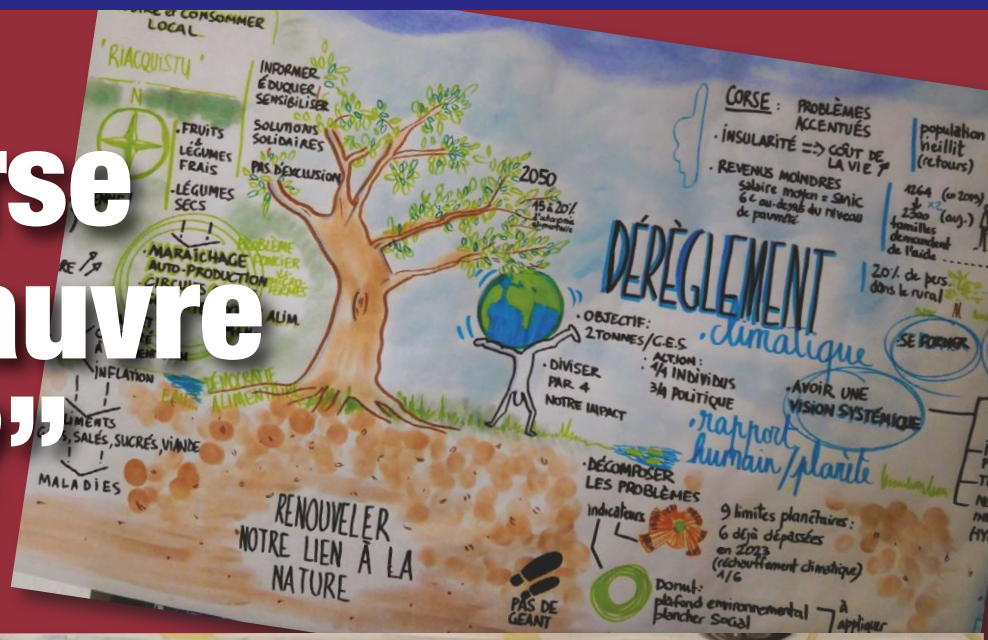
"Au fil des années, on cherche le meilleur

format, le plus court possible, le plus condensé" dit le Dr PERNIN. "Le message, il est simple, nous acteurs de l'action sociale, et j'y inclus les travailleurs sociaux, ils sont des professionnels à temps plein, nous nous sommes des intermittents du spectacle, nous sommes une des armes contre la précarité, mais actuellement la seule" se désole le Dr PERNIN.

"Contre la faim, contre l'urgence du renoncement aux soins, on a l'impression que c'est nous qui allons agir... On ne refuse pas d'agir mais nous n'avons pas la solution à la pauvreté, nous ne sommes pas, nous, capables de la faire reculer. Nous sommes là pour témoigner que la pauvreté augmente. Ces chiffres de l'Insee qu'on a tous les ans avec trois ans de retard nous le montrent. Cela prouve bien que ce que l'on fait n'est pas suffisant" déplore encore le Dr PERNIN.

"Ce qu'on demande aux politiques, ce n'est pas de faire l'impossible, c'est de savoir orchestrer, et on a bien vu qu'ici, si l'on n'avait pas de pétrole, on a de la matière grise, car nos intervenants ce sont les régionaux de l'étape!". "Il y a un CHU à la Réunion depuis 10 ans, il va y avoir un en Guyane, on est les seuls à ne pas l'avoir" déplore-t-il encore pour illustrer son propos. Même chose sur la question énergétique, la question de l'alimentation, ou celle de la pauvreté dans le système économique mondiale: "On a besoin de ces intelligences" conclut le Dr PERNIN qui fait une fois de plus appel aux politiques pour s'emparer de la problématique. •

“Une Corse moins pauvre demain ?”



– Remerciements –

La CLE remercie chaleureusement ses partenaires : la Ville d'Ajaccio et l'équipe de l'Espace Diamant, Air Corsica, Addictions Alcool Vie libre, l'Assurance Maladie de Corse du Sud, le Crédit Mutuel. La CLE remercie également toutes celles et tous ceux qui ont permis ce colloque ou y ont participé, par leur présence ou leur soutien : son Eminence le Cardinal François Xavier BUSTILLO, la Pasteure de l'église réformée de Corse représentée, la Collectivité de Corse, la présidente de l'Assemblée de Corse représentée, Marie-Jeanne NICOLI, présidente du CESECC, la conseillère exécutive Bianca FAZI, Madame Marie-Hélène LECENNE, Directrice de l'ARS, Didier MEDORI, Commissaire à la lutte contre la pauvreté auprès du Préfet de Corse, les députés et sénateurs représentés ou excusés, de nombreux élus présents, des acteurs de terrains, de jeunes lycéens du lycée Fesch, les professionnels de l'action sociale, la presse, et celles et ceux individus ou organismes qui pourraient être malencontreusement oubliés dans le présent rappel. Au total, 200 personnes se sont signalées au Bureau d'accueil mais la salle (237 places) était comble et la CLE remercie toutes celles et ceux qui diffuseront le présent compte-rendu et les messages qui ont été lancés.